

Trop de gens sur terre sont forcés de quitter leurs foyers en raison de contraintes économiques, de la dégradation de l'environnement, des guerres, des famines ou des violations des droits de la personne. Il ressort clairement du Programme d'action que les pays doivent travailler ensemble à réduire les migrations involontaires en s'attaquant aux racines de ce problème — dont l'une est la surpopulation.

De par le monde, les déplacements de populations touchent aujourd'hui 100 millions de personnes. Vingt-trois millions d'entre elles, essentiellement des femmes et de jeunes enfants, sont considérées comme des réfugiées. Qu'advient-il de tous ces gens?

Pourquoi ce silence lourd de menaces? Traitons plutôt de ces questions franchement. Nous devons mettre à contribution tous les instruments dont nous disposons — ouverture des marchés, investissements étrangers, prévention des conflits, progrès des droits de la personne — pour faire en sorte que le fait de migrer soit toujours le résultat d'un choix, non le résultat du désespoir.

Le deuxième défi que nous devons relever au chapitre des migrations se rapporte à la protection. La plupart des mouvements de réfugiés continueront de se faire dans les pays du monde en développement. Ces pays, qui offrent un refuge à leurs voisins, ont fait preuve d'une générosité exemplaire — et la communauté internationale doit les aider en montrant le même esprit de collaboration et de solidarité.

Ces mouvements de réfugiés continueront de mettre à rude épreuve les ressources de cette institution qu'est l'asile — et nous devons travailler ensemble afin de renforcer et d'adapter cette institution pour qu'elle réponde aux réalités contemporaines.

Le troisième grand défi est celui qui consiste à faire en sorte que les nouveaux venus se sentent chez eux dans nos sociétés — c'est le défi de l'intégration. C'est un défi qui commence chez nous. L'intégration suppose un respect mutuel des valeurs et des traditions, tant de la part des nouveaux venus que de la part des pays d'accueil.

Aucun pays ne peut relever seul tous ces défis. Il ne s'agit pas là d'un problème Nord-Sud ni d'un problème Est-Ouest. C'est véritablement un problème mondial, néanmoins institutionnel, et nos cadres juridiques ne sont nullement adaptés aux problèmes que nous devons résoudre sur le plan des migrations.

Nous ne faisons que réagir aux urgences — mais alors, nous agissons souvent trop tard, et d'une manière défensive et hésitante. J'en appelle à tous pour que nous agissions dès maintenant. Des progrès s'imposent en matière de migration si